

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE n° 2007 – 15 du 19 janvier 2007, prescrivant à la société QUARON la réalisation de campagnes d’analyses de la qualité des eaux de la nappe souterraine suite aux opérations de traitement des pollutions de l’ancien site « DISTRICHIMIE » situé au 38, chemin des Petits Marais à GENNEVILLIERS (Dossier 4387/A)**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le Code de l'environnement,

**Vu** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Livre V, titre 1<sup>er</sup> de la partie législative du Code de l'Environnement), notamment l'article 34.1 modifié,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 9 août 2004, prescrivant à la société DISTRICHIMIE, la remise en état du terrain situé au 38, chemin des Petits Marais à Gennevilliers,

**Vu** le courrier en date du 5 avril 2005, signalant que depuis le 21 mars 2005, la société DISTRICHIMIE poursuit son activité sous le nom de QUARON,

**Vu** la version finale de l'Etude Détaillée des Risques (EDR) révisée en août 2006, par la société TAUW ENVIRONNEMENT transmise le 5 septembre 2006,

**Vu** le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 10 novembre 2006, estimant qu'il convient de prescrire un suivi de l'état résiduel de la nappe suite aux opérations de traitement des pollutions de l'ancien site « DISTRICHIMIE »

**Vu** la lettre en date du 30 novembre 2006, informant le responsable de la société précitée des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

**Vu** l'avis du CODERST, en date du 19 décembre 2006,

**Vu** la lettre en date du 19 décembre 2006, communiquant à la société intéressée les conclusions du CODERST,

**Vu** les observations formulées par courrier électronique de la société QUARON en date du 12 janvier 2007, et le rapport réalisé par TAUW ENVIRONNEMENT le 11 janvier 2007, concernant la proposition de modification du réseau de contrôle de la nappe suite au projet d'aménagement du Port Autonome de Paris, de bâtiments de bureaux et d'une zone de stationnement à l'emplacement du piézomètre IE01 et proposant le remplacement de cet ouvrage par le piézomètre IE02, dont la localisation correspond le mieux au critère de choix, à la fois à l'aval hydraulique des zones les plus polluées et en limite de propriété,

**Vu** le rapport du STIIC en date du 12 janvier 2007, répondant au courrier électronique de la Sté QUARON et proposant de substituer les références de l'ouvrage de surveillance des eaux souterraines IE01 par IE02,

**Considérant**, que les opérations de traitement des sols du site DISTRICHIMIE ont permis d'obtenir des valeurs conformes aux objectifs de l'arrêté préfectoral, à l'exception des valeurs en Chlorure de Vinyle Monomère qui n'ont pu être validée, la limite de quantification analytique étant supérieure à la valeur limite calculée dans l'EDR remise par l'exploitant en 2002.

**Considérant** que le traitement de la nappe mis en place par l'exploitant a permis d'abaisser les concentrations à des valeurs inférieures aux objectifs définis par l'arrêté préfectoral de remise en état à l'exception du benzène, malgré une amélioration notable (réduction de 13 mg/l avant traitement à 0,57 mg/l après traitement à comparer avec l'objectif de 0,07 mg/l).

**Considérant**, toutefois que le bruit de fond local de la nappe en particulier en benzène est élevé (de l'ordre de 10 mg/l) et que l'arrêt du traitement entraînera fatalement la circulation sous le site de la nappe contaminée présente en amont hydraulique. Que si le traitement de la nappe en amont hydraulique ne fait pas partie des objectifs de remise en état du site imposés à la société QUARON. les résultats de l'EDR santé ne peuvent qu'intégrer ces valeurs, l'origine du produit n'ayant pas d'influence sur sa nocivité.

**Considérant**, que la société QUARON a fourni une nouvelle Etude Détaillée des Risques après traitement. Que cette étude prend en compte les concentrations en polluants dans la nappe obtenus en fin de traitement ainsi que les concentrations dans la nappe en amont hydraulique. Que pour les sols, l'étude prend comme valeur la limite de quantification des produits qui avaient été suivis. Que l'EDR propose des recommandations en matière d'aménagement du site et de surveillance de la nappe.

**Considérant** en conséquence, qu'il y a lieu au regard des intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement d'arrêter les prescriptions réglementaires suivantes,

**Sur** proposition de M. le Secrétaire Général,

## **AR R E T E**

### **ARTICLE 1:**

La société QUARON dont le siège social est 12, rue de la Rache BP 57 - 59481 HAUBOURDIN procède pour l'ancien site « DISTRICHIMIE » situé au 38, chemin des Petits Marais à la réalisation de campagnes d'analyses de la qualité des eaux de la nappe souterraine dans les conditions suivantes :

1) Points de prélèvement d'eaux souterraines retenus :

Ouvrages IE02, IE05 et IE07. L'exploitant tiendra à jour et communiquera au préfet un plan du site avec les éléments de repérage (échelle, orientation, coordonnées environnement et point d'accès) permettant de rendre compte de la position des piézomètres de surveillance.

2) Paramètres retenus pour les analyses et valeurs d'alerte :

Paramètre	Concentrations maximales (en mg/l)
Benzène	13
Toluène	19,8
Ethylbenzène	22
Xylènes	46
Hydrocarbures C6-C10 (Aliphatiques)	15,4
Hydrocarbures C10-C12 (Aliphatiques)	6
Hydrocarbures C12-C16 (Aliphatiques)	20,4
Hydrocarbures C10-C12 (Aromatiques)	22
Hydrocarbures C12-C16 (Aromatiques)	2,4
Tétrachloroéthylène (PCE)	4
Trichloroéthylène (TCE)	1
Chlorure de Vinyle	2
Dichlorométhane	1,3
1,2 Dichloroéthane	2
Cis-Dichloroéthylène	22
Trans-dichloroéthylène	22
Trichlorométhane (Chloroforme)	0,2
Tétrachlorure de Carbone	0,16
1,1,2 Trichloroéthane	4

3) Méthodologie :

Les prélèvements, échantillonnages, transport d'échantillons et analyses sont effectuées suivant des méthodes de référence normalisées.

Notamment, les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'Environnement, pour les paramètres visés ci-dessus.

4) Périodicité des analyses :

Deux campagnes d'analyses annuelles sont réalisées sur les paramètres définis à la condition 2, l'une en période de basses eaux et l'autre en période de hautes eaux. Des composés pourront être écartés s'il est justifié que leur influence peut être considérée comme négligeable dans le calcul de risque présenté dans l'étude détaillée des risques (rapport TAUW R/6018059 août 2006).

5) Transmission des données :

Après chaque campagne d'analyses, et au maximum un mois après leur réalisation, un rapport de présentation des analyses est adressé au préfet en deux exemplaires.

Si un dépassement des valeurs d'alerte est constaté. Le rapport de présentation des analyses présentera une augmentation de la fréquence de contrôle (au moins trimestrielle) afin de vérifier sur la dégradation est durable ou ponctuelle.

Dans le cas où la dégradation de la nappe serait constatée sur plus de trois prélèvements consécutifs, une nouvelle évaluation des risques pour la santé pour les usagers du site sera réalisée à partir des prélèvements d'air extérieurs et intérieurs.

#### 6) Nivellement :

Lors de chaque campagne de prélèvements d'eau, il est procédé à des relevés du niveau de l'eau présente dans chaque ouvrage. Ces données sont reportées sur un plan en précisant le sens d'écoulement de la nappe souterraine constaté le jour de la campagne de prélèvements. Le référentiel (niveau zéro retenu pour effectuer la comparaison des hauteurs d'eaux entre puits) est clairement établi et reste inchangé pour l'ensemble des campagnes.

#### 7) Protection des ouvrages :

Chaque ouvrage fait l'objet d'une cimentation annulaire, permettant d'éviter toute entrée d'eaux de ruissellement par la tête de l'ouvrage ou le long de celui-ci et de la mise en place d'un dispositif d'obturation fermé à clef, en tête de puits

#### 8) Durée de la surveillance

A l'issue d'une période d'au moins trois ans à partir du début du suivi sur la totalité des piézomètres concernés, un dossier technique (récapitulatif des analyses sous forme de graphes, sens d'écoulement de la nappe, ...) sera transmis au préfet ; Ce dossier devra permettre de justifier la possibilité d'arrêter le suivi de la nappe en fonction de l'évolution des paramètres ou de réduire ou modifier le nombre de piézomètres et les paramètres à suivre.

### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté préfectoral du 09 août 2004 est abrogé et remplacé par les prescriptions du présent arrêté compte-tenu des comptes-rendus des opérations de dépollution menées et des conclusions de l'étude détaillée des risques après traitement,

### **ARTICLE 3 :**

#### **DELAÏ ET VOIES DE RECOURS**

##### **Recours contentieux :**

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation.

##### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai, de deux mois le demandeur a la possibilité d'effectuer :

soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex..

soit un recours hiérarchique auprès de M<sup>me</sup>. le Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

**ARTICLE 4**

Une ampliation dudit arrêté sera affichée, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

**ARTICLE 5**

Monsieur le Secrétaire Général,  
Monsieur. le Maire de Gennevilliers,  
Monsieur l'Inspecteur Général, chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,  
Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 19 janvier 2007

Le Préfet,  
*Pour le Préfet, et par délégation,*  
*Le Secrétaire Général*

*Signé Philippe CHAIX*